



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/49/L.19
15 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 99 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Ghana* : projet de résolution

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées
en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/118 du 20 décembre 1993,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹ et celui du Haut
Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés²,

Considérant que les pays affectés figurent pour la plupart parmi les pays
les moins avancés,

Convaincue de la nécessité de renforcer la capacité du système des
Nations Unies d'appliquer des programmes de secours en faveur des réfugiés, des
rapatriés et des personnes déplacées et d'en assurer la coordination générale,

Se félicitant des perspectives qui s'offrent en matière de rapatriement
volontaire et de solutions durables dans l'ensemble du continent,

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont
membres du Groupe des États d'Afrique.

¹ A/49/578.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session,
Supplément No 12 et additif (A/49/12 et Add.1).

Considérant que les États doivent créer des conditions propres à prévenir les courants de réfugiés et de personnes déplacées et à favoriser le rapatriement librement consenti,

Ayant à l'esprit que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants,

Notant avec une profonde gratitude que les États membres de l'Organisation de l'unité africaine se sont toujours montrés disposés à recevoir des réfugiés et des personnes déplacées et l'ont fait volontiers, en dépit des difficultés économiques auxquelles se heurtent la plupart des États africains,

Consciente qu'il importe de fournir une assistance aux pays d'accueil, en particulier à ceux qui abritent depuis longtemps des réfugiés sur leur territoire, afin de remédier à la détérioration de l'environnement et de pallier les effets préjudiciables sur les services publics et le processus de développement,

Sachant que le Haut Commissaire a pour mandat de protéger et d'aider les réfugiés et les rapatriés et qu'il joue, de pair avec la communauté internationale et les organismes de développement, un rôle de catalyseur dans le domaine plus large du développement pour tout ce qui intéresse les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées,

Consciente de la nécessité de faciliter le travail des organisations à vocation humanitaire, en particulier la fourniture de vivres et de médicaments et la prestation de soins de santé aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, déplorant les actes d'agression commis contre leur personnel, particulièrement ceux qui ont coûté des vies humaines, et soulignant la nécessité de garantir sa sécurité,

Profondément préoccupée par la situation humanitaire critique persistant dans les pays d'Afrique, en particulier dans la corne de l'Afrique, par suite de la sécheresse prolongée, des conflits et des mouvements de population,

Consciente de la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique orientale, occidentale, centrale et australe,

Se félicitant des initiatives régionales telles que le mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, établi par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa vingt-neuvième session ordinaire, tenue au Caire du 28 au 30 juin 1993³,

Tenant compte de la résolution CM/Res.1521 (LX) sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées en Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa soixantième session ordinaire, tenue à Tunis du 6 au 11 juin 1994⁴.

³ Voir A/48/322, annexe II.

⁴ Voir A/49/313, annexe I.

Profondément préoccupée par la présence massive à Djibouti de réfugiés et de personnes déplacées hors de leur pays, qui représentent 25 % de la population totale, et par le fait que leur flux est ininterrompu à cause de la situation tragique en Somalie,

Profondément préoccupée également par les graves conséquences que la présence de réfugiés et de personnes déplacées hors de leur pays entraînent pour la situation économique et sociale déjà difficile de Djibouti, qui souffre de la persistance de la sécheresse et des effets défavorables de la situation critique qui règne dans la corne de l'Afrique,

Sachant que plus de la moitié des réfugiés et des personnes déplacées hors de leur pays présents à Djibouti se trouvent dans la capitale dans des conditions extrêmement difficiles et sans une assistance internationale directe, d'où une pression intolérable sur les ressources limitées du pays et sur son infrastructure sociale, et posent en particulier de graves problèmes de sécurité,

Sachant également qu'une coopération entre le Gouvernement de Djibouti et le Haut Commissaire et d'autres organisations compétentes est nécessaire en vue de trouver des nouvelles solutions pour résoudre le problème des réfugiés dans la capitale et de mobiliser l'assistance extérieure nécessaire pour satisfaire leurs besoins spécifiques,

Consciente que les réfugiés qui vivent dans les camps situés en divers endroits de Djibouti sont dans une situation précaire, menacés par la famine, la malnutrition et la maladie, et ont besoin d'une assistance extérieure suffisante, qu'il s'agisse de leur fournir des vivres, une assistance médicale ou des abris,

Consciente également que l'Érythrée a été dévastée par 30 années de guerre qui n'ont pris fin qu'en mai 1991, ainsi que par des périodes de sécheresse successives, que son économie et ses ressources ont été détruites, et qu'elle prend maintenant un nouveau départ,

Se rendant compte de la tâche immense que constituent pour l'Érythrée le rapatriement de plus d'un demi million de réfugiés, en provenance notamment du Soudan, par le biais de son programme pour la réintégration des réfugiés et l'aménagement des zones de réinstallation, ainsi que la réinstallation des rapatriés volontaires se trouvant déjà dans le pays, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des anciens combattants démobilisés, de même que du fardeau écrasant que le Gouvernement érythréen doit supporter en conséquence,

Se rendant compte également qu'il importe que le Gouvernement érythréen et le Département des affaires humanitaires du Secrétariat ainsi que d'autres organisations compétentes coopèrent en vue de mobiliser l'assistance internationale nécessaire pour assurer la mise en oeuvre des programmes de réinstallation en Érythrée,

Profondément préoccupée par la présence massive de réfugiés, de rapatriés volontaires, de personnes déplacées et de soldats démobilisés en Éthiopie et par le fardeau écrasant qu'elle constitue pour l'infrastructure du pays et pour ses ressources déjà insuffisantes,

Profondément préoccupée également par les graves conséquences que cette situation a eues quant à l'aptitude de l'Éthiopie à faire face à la sécheresse prolongée et à remettre sur pied l'économie du pays,

Consciente du lourd fardeau que le Gouvernement éthiopien doit supporter et de la nécessité d'apporter une assistance immédiate et adéquate aux réfugiés, aux rapatriés volontaires, aux personnes déplacées, aux soldats démobilisés et aux victimes des catastrophes naturelles,

Profondément préoccupée par le fardeau qu'imposent au Gouvernement et au peuple kényens l'afflux de réfugiés en provenance de certains pays voisins ravagés par les conflits ainsi que par l'infiltration de bandits armés et d'armes des plus dangereuses et illégales qui résultent de la situation régnant en Somalie,

Consciente qu'il importe d'améliorer la situation en matière de sécurité dans la région, notamment dans les zones frontalières, pour la sûreté des réfugiés, des collectivités locales et du personnel participant aux activités humanitaires,

Appréciant les efforts et les sacrifices considérables que le Gouvernement kényen a faits et continue de faire pour s'attaquer à ce problème,

Soulignant qu'il est important et nécessaire de continuer à aider les réfugiés au Kenya, dont le nombre est estimé à plus de 270 000, tant que la situation ne se sera pas améliorée,

Profondément préoccupée par les répercussions tragiques que la guerre civile en Somalie continue d'avoir sur les conditions de vie de la population de ce pays, touchant 4 à 5 millions de personnes qui, soit réfugiées dans les pays voisins, soit déplacées à l'intérieur du pays, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence,

Consciente que le rapatriement librement consenti de nombreux Somalis réfugiés dans les pays voisins et ailleurs et le retour dans leurs foyers d'origine des personnes déplacées à l'intérieur du pays exigeront encore un programme d'assistance internationale planifié et intégré qui réponde aux besoins fondamentaux de ces personnes, mette en place des dispositifs d'accueil appropriés et facilite leur réinsertion sans heurt dans leurs communautés respectives,

Convaincue de l'urgente nécessité d'obtenir et de fournir sans délai une aide humanitaire aux réfugiés, rapatriés ou personnes déplacées d'origine somalie, eu égard à la dégradation de la situation des personnes déplacées et des rapatriés ainsi qu'à la charge croissante que les réfugiés continuent de faire peser sur les pays d'accueil,

Demandant instamment aux Somalis d'appliquer l'Accord de réconciliation nationale que leurs dirigeants ont signé à Addis-Abeba le 27 mars 1993, afin de créer un climat favorable au retour des Somalis réfugiés dans les pays voisins,

Constatant que le Soudan abrite depuis longtemps sur son territoire un grand nombre de réfugiés,

Consciente des difficultés économiques que rencontre le Gouvernement soudanais, ainsi que de la nécessité d'apporter une assistance adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées au Soudan et d'assurer l'aménagement des zones affectées par leur présence,

Félicitant le Gouvernement soudanais et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de leurs efforts en vue d'assurer le rapatriement librement consenti d'un grand nombre de réfugiés dans leur patrie,

Profondément préoccupée par la situation tragique des enfants réfugiés soudanais, en particulier par le problème des mineurs non accompagnés, et soulignant la nécessité d'assurer leur protection, leur bien-être et leur réunification avec leur famille,

Considérant que le rapatriement et la réintégration des rapatriés, ainsi que la réinstallation des personnes déplacées, que compliquent les catastrophes naturelles, posent au Gouvernement tchadien de graves problèmes d'ordre humanitaire, social et économique,

Consciente de l'appel lancé aux États Membres ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils continuent d'apporter au Gouvernement tchadien l'assistance nécessaire pour atténuer ses difficultés et le rendre mieux apte à mettre en oeuvre le programme de rapatriement, de réintégration et de réinstallation des rapatriés volontaires et des personnes déplacées,

Se félicitant des efforts que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Organisation de l'unité africaine continuent de déployer pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité au Libéria, de la signature à Cotonou (Bénin), le 25 juillet 1993, de l'Accord de paix conclu entre le Gouvernement intérimaire d'unité nationale du Libéria, le Front national patriotique du Libéria et le Mouvement uni de libération du Libéria pour la démocratie⁵, ainsi que de la création de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria, ayant pour objet de mettre fin au conflit,

Vivement préoccupée par l'afflux à Monrovia de personnes déplacées à l'intérieur du pays, de rapatriés et de réfugiés, qui fait peser un fardeau écrasant sur l'infrastructure et l'économie fragile du pays,

Vivement préoccupée également de constater que, en dépit des efforts déployés pour apporter l'aide matérielle et financière nécessaire aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, la situation demeure précaire et a des

⁵ S/26272, annexe.

conséquences graves pour le développement à long terme du Libéria et des pays de l'Afrique de l'Ouest qui accueillent des réfugiés libériens,

Consciente qu'il importe de continuer à apporter une aide humanitaire d'urgence aux personnes déplacées, aux rapatriés et aux réfugiés libériens, la situation sur le plan de la sécurité n'étant pas encore propice à l'organisation d'opérations de rapatriement librement consenti et de réintégration de grande ampleur,

Profondément préoccupée par l'afflux de réfugiés au Burundi, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Zaïre, conséquence de la crise récente au Rwanda,

Considérant la situation alarmante des personnes déplacées à l'intérieur du Burundi et du Rwanda,

Soulignant la nécessité d'une action structurée et coordonnée de toutes les parties concernées pour aider le Gouvernement rwandais aux fins du relèvement et de la reconstruction du pays, ainsi que de la normalisation des conditions de vie de la population, et pour compléter les opérations de rapatriement dont s'occupe le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

Notant avec satisfaction les programmes de rapatriement de réfugiés qui sont actuellement en cours dans certains pays d'Afrique australe,

Convaincue que, vu la gravité de la situation économique résultant des effets d'une sécheresse catastrophique et persistante en Afrique australe, et compte tenu des répercussions qu'entraîne pour certains pays de la région le fait d'abriter un grand nombre de réfugiés, la communauté internationale doit continuer d'octroyer une aide concertée aussi vaste que possible aux pays d'Afrique australe qui accueillent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées,

Sachant gré au Haut Commissaire de mener des activités de rapatriement librement consenti et de réintégration des rapatriés sud-africains,

Consciente qu'il faut intégrer les projets de développement concernant les réfugiés dans les plans de développement local et national,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général et de celui du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

2. Rend hommage aux gouvernements intéressés pour les sacrifices qu'ils consentent et pour l'assistance qu'ils fournissent aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées ainsi que pour les efforts qu'ils déploient en vue de promouvoir le rapatriement librement consenti et d'autres mesures visant à apporter des solutions appropriées et durables;

3. Se déclare vivement préoccupée par les répercussions profondes que la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées a sur les pays intéressés et par ses conséquences quant à la sécurité et pour le développement socio-économique à long terme de ces pays;

/...

4. Sait gré au Secrétaire général, au Haut Commissaire, aux institutions spécialisées, au Comité international de la Croix-Rouge, aux pays donateurs, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'aide qu'ils apportent en vue d'améliorer le sort des nombreux réfugiés rapatriés et personnes déplacées;

5. Exprime l'espoir que des ressources additionnelles seront allouées aux programmes généraux en faveur des réfugiés de façon à répondre à leurs besoins;

6. Exprime sa gratitude à la communauté internationale pour l'aide humanitaire qu'elle n'a cessé d'apporter aux réfugiés et aux personnes déplacées, ainsi qu'aux pays d'asile, et lui demande de continuer à fournir une assistance aux millions de réfugiés et personnes déplacées en Afrique;

7. Demande aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et à la communauté internationale tout entière de renforcer la capacité de réaction du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés face aux situations d'urgence, compte tenu de l'expérience acquise au Rwanda, et de continuer à fournir les ressources et l'appui opérationnel nécessaires pour aider les réfugiés rwandais et les pays d'accueil jusqu'à ce qu'une solution permanente puisse être trouvée;

8. Demande également à la communauté internationale de donateurs de fournir l'assistance matérielle et financière requise pour mettre en oeuvre des programmes de remise en état de l'environnement et des infrastructures dans les zones des pays d'asile qui sont affectées par la présence de réfugiés;

9. Demande en outre aux États Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de continuer à fournir au Haut Commissaire l'appui et l'assistance financière nécessaires pour renforcer sa capacité de mener à bien des opérations d'urgence, des programmes de soins et d'entretien et des programmes de rapatriement et de réintégration à l'intention des réfugiés et des rapatriés et, le cas échéant, de certains groupes de personnes déplacées dans leur propre pays;

10. Lance un appel aux États Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils apportent une assistance matérielle, financière et technique adéquate dans le cadre des programmes de secours et de réinsertion entrepris en faveur des nombreux réfugiés, rapatriés volontaires et personnes déplacées et des victimes de catastrophes naturelles, ainsi que des pays touchés;

11. Prie tous les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés;

12. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat et aux organismes à vocation humanitaire des Nations Unies de poursuivre leurs efforts pour mobiliser l'aide humanitaire dans le cadre des opérations de secours, de rapatriement, de réinsertion et de

réinstallation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées, y compris ceux qui vivent dans les zones urbaines;

13. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser une aide financière et matérielle qui permette d'assurer l'exécution intégrale des projets en cours et futurs dans les zones rurales et urbaines où se trouvent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées;

14. Prie le Haut Commissaire de continuer à chercher avec les organismes compétents des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, à renforcer et à accroître les services essentiels destinés aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées;

15. Prie aussi le Haut Commissaire de revoir ses programmes généraux en Afrique compte tenu des besoins croissants de cette région;

16. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquantième session un rapport complet et récapitulatif sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique au titre de la question intitulée "Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires" et de présenter un rapport oral au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1995.
